

Accord d'Agadir

Pourquoi la formule ne prend pas

• 4 milliards de DH d'échanges sur un potentiel de 234 milliards

• Instabilité, crise de l'euro, barrières tarifaires et non tarifaires... les maux

• Prochaine étape: les services pour combler le gap

L'ACCORD d'Agadir court désespérément derrière son plein potentiel. 4,4 milliards de DH en valeurs d'échanges cumulées en 2013 sur un potentiel estimé à 234 milliards de dollars, 2% du commerce global de chacun des pays membres... les chiffres en disent long. Le partenariat commercial quadripartite, opérationnel depuis

Ces boulets qui freinent le business

L'OBJECTIF premier de l'Accord – la libéralisation des échanges – tarde encore à se matérialiser. Selon Hassan Sentissi, président de l'Association marocaine des exportateurs (Asmex), «la mise en œuvre de l'accord n'a pas encore permis la levée des mesures non tarifaires et les pratiques restrictives opérées par les pays signataires». Les opérateurs relèvent aussi la multiplication peu productive des accords de partenariat. Les exportateurs s'emmêlent les lacets dans la coexistence des accords de libre-échange bilatéraux entre les pays de la zone Quadra, et l'Accord d'Agadir. «Cette situation est source de certaines complications pour les opérateurs économiques», explique le président de l'Asmex. Par ailleurs, la compétitivité des coûts de facteurs de production demeure un handicap majeur pour les exportateurs marocains en comparaison avec les trois autres pays de l'Accord. L'absence d'études d'opportunités sur les marchés de la zone limite la visibilité opérationnelle sur les opportunités à saisir. Tout cela s'accroît par l'absence d'un outil d'information et d'une veille économique et commerciale au niveau de la sous-région. □

2007 entre le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie, est encore loin du compte. «Ce bilan est en deçà des aspirations des gouvernements des pays de l'Accord, ce qui dénote de l'existence encore de barrières entravant l'exploitation du potentiel existant», constate El Hassane Hzaïne, directeur général du Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC).

«Au début, les premières années de mise en œuvre ont connu de bonnes performances. Mais à un moment donné, à partir de 2011, il s'est opéré un fléchissement si-

le retour de la stabilité, l'Égypte a su, tant bien que mal maintenir ses volumes à l'export. Le pays des pharaons s'accapare pratiquement 67% des volumes

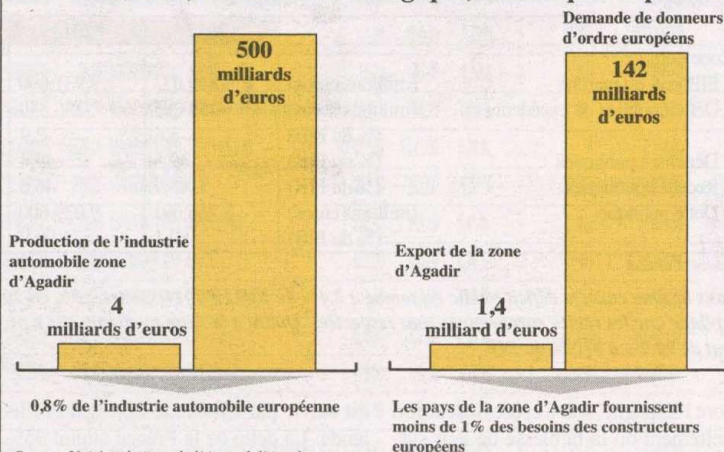
Outre les instabilités politiques dans certaines économies de la zone, la crise économique en zone euro en est aussi pour quelque chose. L'Accord comporte une dimension euroméditerranéenne qui, rappelle-t-on, devrait faciliter aux pays membres une meilleure intégration commerciale avec le marché européen. Mais là aussi, les acquis sont extrêmement faibles. Avec les 4 pays réunis, la balance penche encore largement en faveur de la zone euro. «Nous n'avons exporté, en 2013, que la moitié de ce que nous avons importé d'Europe, soit 34 milliards de dollars», explique le président exécutif de l'UTA. Au final, si l'Europe pèse encore près de 45% dans les exportations globales des 4 pays réunis, ces derniers ne comptent que pour 0,57% dans les importations européennes. Le gap est énorme.

Pour combler ce déficit et relever le potentiel de l'Accord, l'UTA compte lancer dès cette année les tractations relatives à la seconde grande phase de libéralisation dans le cadre de ce partenariat: le secteur des services. «Les experts se sont déjà mis d'accord sur un accord cadre qui est déjà paraphé. Nous attendons la réunion ministérielle pour l'adopter», projette El Aid Mahsoussi. Des travaux seront bientôt lancés pour déterminer les secteurs les plus porteurs en termes de potentiels et d'opportunités pour les 4 pays signataires de l'Accord d'Agadir. Le responsable compte surtout miser sur le secteur privé pour relancer le partenariat. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

L'automobile, un secteur stratégique, encore peu exploitée



Source: Unité technique de l'Accord d'Agadir

Même réunis, les 4 pays de l'Accord d'Agadir sont encore loin de la taille critique pour satisfaire les donneurs d'ordre européens

gnificatif. Nous ne pouvons pas dire que les résultats sont bons», reconnaît, pour sa part, El Aid Mahsoussi, président exécutif de l'Unité technique de l'Accord d'Agadir (UTA). Pour ce dernier, plusieurs facteurs, notamment conjoncturels, ont mené à ce flop. Le premier est relatif aux perturbations politiques survenues en 2011 dans la région et qui a momentanément mis à genoux les économies égyptienne et tunisienne, en freinant leur dynamique économique et commerciale ces dernières années. Si la Tunisie est en train de remonter progressivement la pente depuis

inchangés intra-membres. Le business du pétrole a principalement fait la différence pour ce pays. Par contre, le Maroc a connu la plus forte progression sur les échanges commerciaux. Ses exportations, en l'occurrence, ont progressé de 6% par an entre 2012 et 2013 vers les autres pays membres de l'Accord, soit une moyenne de 19 à 20% sur toute la période. Pour les experts de l'UTA, ces performances sont soutenues par les exportations de véhicules automobiles. Les trois autres pays ont connu des volumes d'exportation dans le rouge.